



Sans nous, pas de Suisse.

**Nos arguments
2011-2015**





Par votre voix, aidez-nous à atteindre ces objectifs pendant la législature 2011–2015.

La voix que vous donnez au PDC compte, car nous tenons nos promesses.

Une Suisse qui réussit – **grâce à nous.**

La Suisse est un pays attrayant qui réussit – grâce à une politique marquée depuis longtemps du sceau de la **responsabilité**, de **l'équité** et du **respect**. Nous, le PDC, défendons depuis toujours ces valeurs suisses.

Les problèmes de la Suisse – violence accrue des jeunes, coûts élevés de la santé ou migration – sont les problèmes d'un pays prospère. Alors que d'autres partis dénigrent la Suisse, avec notre Conseillère fédérale Doris Leuthard, nous faisons avancer notre pays!

Le PDC s'engage pour une politique durable et axée sur des solutions, pour une économie de marché sociale et écologique. Un cadre où il fait bon vivre pour les familles, une place économique attrayante offrant des emplois sûrs, des institutions sociales stables et une politique environnementale durable: notre mission consiste à les améliorer constamment –

nous nous soucions de la Suisse!

Nous tenons nos promesses électorales!

Durant la législature 2007–2011, nous avons obtenu de nombreux résultats

Plus d'argent pour les familles:

grâce à l'engagement du PDC, les familles paient aujourd'hui moins d'impôts et elles ont droit à des allocations pour chaque enfant. Concrètement, elles peuvent déduire de leurs impôts 250 francs par enfant et par an ainsi qu'un montant pouvant aller jusqu'à 10 000 francs par an pour les frais de garde.

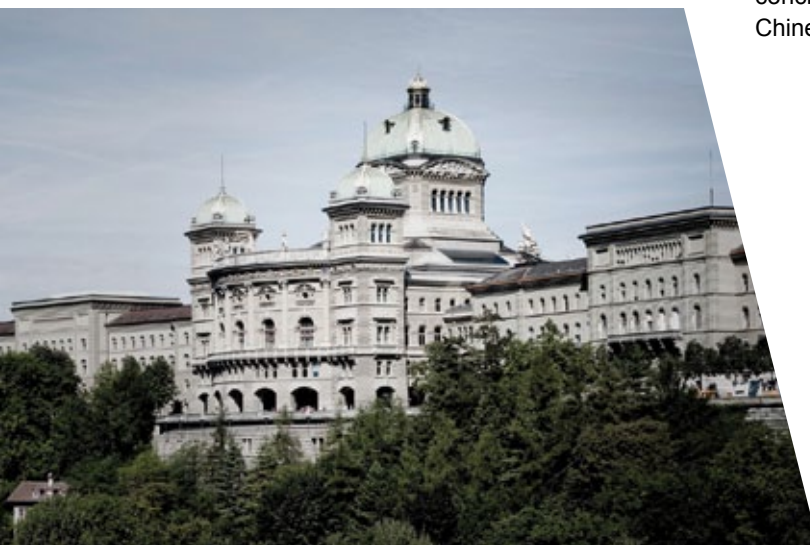
Lutte contre les prix élevés:

depuis le 1^{er} juillet 2010, le principe du cassis de Dijon est appliqué. Les réemballages inutiles de marchandises importées pour le marché suisse sont supprimés et les prix de nombreux produits sont à la baisse dans les rayons de nos supermarchés. Nous avons également pu imposer au Parlement notre solution pour les im-

portations parallèles. Désormais, les importations parallèles de marchandises protégées par un brevet, en provenance des Etats de l'UE, sont autorisées, ce qui est bon pour le portemonnaie de nombreuses familles et entreprises.

Libre accès aux marchés pour notre industrie d'exportation:

grâce au PDC, la voie bilatérale a été suivie de manière conséquente. Dès le départ, nous nous sommes engagés avec succès en faveur de l'extension de l'accord sur la libre circulation avec l'UE. Grâce à notre Conseillère fédérale Doris Leuthard, la Suisse a conclu un accord de libre-échange avec le Japon – elle a d'ailleurs été le premier pays européen à le faire. Les exportateurs suisses économisent ainsi des frais de douane et ils ont un accès direct au marché – ce qui permet de préserver et de créer des emplois! Des négociations ont été entamées en vue de conclure un accord similaire avec la Chine.



**Pour en savoir plus
sur les promesses
que nous avons tenues:**

www.pdc.ch/ok/

Nouveau positionnement de la place financière suisse:

par des mesures efficaces, le PDC s'est engagé contre les bonus indus et les parachutes dorés ainsi que pour une meilleure coopération en cas de délits fiscaux – car nous voulons une place financière propre! Avec notre contre-projet à l'initiative contre les rémunérations abusives, nous proposons des solutions efficaces et favorables à l'économie.

Emplois garantis grâce à une aide rapide pendant la crise:

le PDC a marqué de son empreinte les trois programmes conjoncturels et il a contribué à les faire accepter. De ce fait, nous avons été en mesure, pendant la crise, d'apporter très rapidement une aide ciblée là où elle était nécessaire: aux jeunes en début de carrière, aux employés plus âgés et à l'économie d'exportation, essentiellement aux PME. Ainsi la place économique suisse a été renforcée sans laisser pour autant une montagne de dettes à la prochaine génération.

Des assurances sociales garanties:

une médecine de qualité au meilleur prix – c'est en visant cet objectif que nous avons élaboré des mesures efficaces pour soulager la classe moyenne. Nous avons marqué du label PDC la révision du financement des soins ainsi que le système des réseaux de soins intégrés qui, par un meilleur réseautage des médecins, des hôpitaux et d'autres prestataires, contribuera à réduire les coûts. Nous avons assaini l'assurance-invalidité et l'assurance-chômage en évitant que ces assainissements ne se fassent aux dépens des salariés.

Une Suisse respectueuse de l'environnement:

le PDC est le seul parti gouvernemental du centre droit qui s'engage aussi résolument pour l'environnement. C'est grâce à nous que plus de moyens sont consacrés aujourd'hui aux énergies renouvelables, à l'assainissement des bâtiments et à la promotion de la production d'électricité propre en Suisse. En augmentant la redevance hydraulique, nous avons renforcé l'importance de la source d'énergie essentielle et durable qu'est l'énergie hydraulique. Le PDC est également passé de la parole aux actes en matière de renaturation des eaux, de développement des transports publics, que ce soit pour le rail ou le trafic d'agglomération.

Ces exemples illustrent les très nombreux résultats obtenus. Durant ces quatre prochaines années, des décisions importantes devront être prises. La manière dont elles le seront dépend de vous. Ne gaspillez pas vos voix pour des partis qui ne font que mettre le doigt sur les problèmes, qui font de belles promesses, mais n'apportent pas de solutions.

Votez pour un parti qui présente un véritable bilan et propose des solutions avec son programme et ses projets.

Pour nos familles

La famille est et demeure le fondement de notre société.

Les parents portent une grande responsabilité mais ils doivent pouvoir choisir librement comment ils entendent faire grandir et éduquer leurs enfants. La famille et la profession doivent être conciliables. Nous voulons aussi que les familles puissent encadrer les personnes âgées. Pour ce faire, les familles ont avant tout besoin de trois choses dans toutes les étapes de la vie: **du temps, de l'argent et des infrastructures.** Elles seraient nombreuses à être soulagées d'une lourde charge, si elles avaient la possibilité de faire un temps d'arrêt.

Aussi, nous demandons un **droit à un congé éducatif** pour les pères et les mères, c'est-à-dire un droit à un congé non payé, ancré dans la loi, ainsi qu'un **droit à du temps libre** pour les membres de la famille en charge de soins. Cela ne permettrait pas uniquement de renforcer les liens familiaux, mais aussi de réduire les coûts des soins. Nous entendons également soutenir les familles en supprimant les discriminations des couples mariés en matière fiscale et dans le domaine des assurances sociales.

Pour **garantir le revenu familial**, nous demandons de nouveaux modèles de travail à temps partiel pour les salariés plus âgés, pour les personnes qui veulent

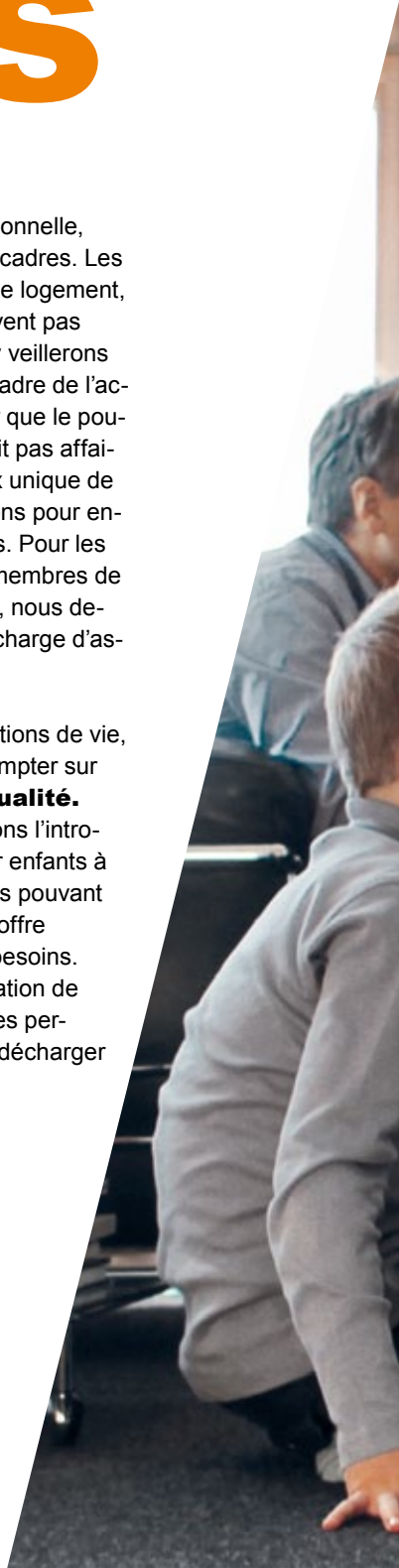
reprendre une activité professionnelle, mais aussi pour les postes de cadres. Les dépenses pour l'alimentation, le logement, la santé et la formation ne doivent pas continuer d'augmenter. Nous y veillerons tout particulièrement dans le cadre de l'actuelle réforme de la TVA. Pour que le pouvoir d'achat des familles ne soit pas affaibli, nous luttons contre un taux unique de TVA. Dorénavant, les allocations pour enfants doivent être défiscalisées. Pour les personnes qui s'occupent de membres de leur famille exigeant des soins, nous demandons une allocation pour charge d'assistance de 50 francs par jour.

Quelles que soient leurs conditions de vie, les familles doivent pouvoir compter sur **des infrastructures de qualité.**

C'est pourquoi, nous demandons l'introduction de bons de garde pour enfants à faire valoir dans des institutions pouvant être librement choisies et une offre d'écoles de jour adaptée aux besoins. Nous demandons aussi la création de places d'accueil de jour pour les personnes âgées afin de pouvoir décharger les proches qui les soignent.

Une Suisse sûre qui réussit –

aussi à l'avenir!



Ce n'est qu'ainsi que la famille restera ce qu'elle est,
à savoir le principal pilier
de notre société.





Swiss Team 2011



BRUNO FRICK CE SZ



JAKOB BÜCHLER CN SG



LUCREZIA MEIER-SCHATZ CN SG



PAUL NIEDERBERGER CE NW



EUGEN DAVID CE SG



NORBERT HOCHREUTENER CN BE



HANSHEIRI IDERKUM CE UR



KATHY RIKLIN CN ZH



ELVIRA BADER CN SO



PHILIPP STÄHELIN CE TG



CHRISTOPHE DARBELLAY CN VS



PAUL-ANDRÉ ROUX CN VS



ROBERTO SCHMIDT CN VS



RETO WEHRLI CN SZ



URS SCHWALLER CE FR



IDA GLANZMANN-HUNKELER CN LU



CHIARA SIMONESCHI-CORTESI CN TI



MARKUS ZEMP CN AG



ANNE SEYDOUX-CHRISTE CE JU



PIUS SEGEMÜLLER CN LU



FILIPPO LOMBARDI CE TI



GERHARD PFISTER CN ZG



SEP CATHOMAS CN GR



ESTHER EGGER-WYSS CN AG



LUC BARTHASSAT CN GE



VIOLA AMHERD CN VS



PETER BIERI CE ZG



PIRMIN BISCHOF CN SO



THEO MAISSEN CE GR



BRIGITTE HABERLI-KOLLER CN TG



ARTHUR LOEFFLE CN AI



JACQUES NEIRYCK CN VD



IVO BISCHOFBERGER CE AI



JEAN-RÉNÉ FOURNIER CE VS



THÉRÈSE MEYER-KÄELIN CN FR



RÉNÉ IMOBERDORF CE VS



RUEDI LUSTENBERGER CN LU



RUTH HUMBEL NÄF CN AG



KONRAD GRABER CE LU



ELISABETH SCHNEIDER-SCHMITTER CN BL



DOMINIQUE DE BUMAN CN FR



URS HANY CN ZH



BARBARA SCHMID-FEDERER CN ZH



MEINRADO ROBBIANI CN TI



DORIS LEUTHARD
CONSEILLÈRE FÉDÉRALE

Pour la sécurité de nos emplois

Le PDC est le parti de celles et ceux qui travaillent – employeurs et employés –, il est **le parti suisse de l'économie**. Une industrie forte, les petites et moyennes entreprises (PME) mais aussi la place financière créent des emplois attractifs et par conséquent la sécurité dans le quotidien professionnel. Toutefois, la mondialisation et la crise économique nous placent face à de nouveaux défis car la pression concurrentielle s'est accrue dans de nombreux domaines. Nous demandons donc que des mesures soient mises en œuvre pour que la Suisse reste à la pointe de la

concurrence internationale. L'innovation et la recherche revêtent une importance primordiale pour l'économie de notre pays. Ceux qui investissent dans ces domaines doivent bénéficier d'allègements fiscaux ciblés. Nous demandons **un système de formation de qualité, des accès attractifs aux principaux marchés et des infrastructures fiables. Nous soutenons la création de nouveaux emplois axés sur l'avenir par la promotion de projets «cleantech».**

Le PDC s'engage pour le renforcement du système dual de formation. C'est grâce à notre formation professionnelle axée sur le marché de l'emploi que la Suisse affiche un



taux de chômage très bas chez les jeunes. **Les apprentis et les jeunes ayant une formation professionnelle ont besoin d'avoir davantage de perspectives et les étudiants davantage de sécurité financière.** Nous demandons donc des normes minimales en matière de bourses d'études et une augmentation de la perméabilité réglementée entre les systèmes de formation, notamment pour les personnes qui souhaitent réintégrer le monde du travail après un temps d'arrêt. Il faut que la formation soit à nouveau récompensée – même doublement – car **le savoir est la principale ressource** de notre pays. Aussi, nous demandons une exemption fiscale de toutes les dépenses de recherche des entreprises ainsi que des allègements fiscaux pour la formation et le perfectionnement professionnel pouvant aller jusqu'à 10'000 francs par an qui seront destinés aux personnes exerçant ou reprenant une activité professionnelle.

Afin d'améliorer l'efficacité de la place économique suisse, nous demandons toujours et encore une réduction drastique des charges administratives, ainsi que des échanges facilités avec les autorités. 30 % de la paperasserie produite quotidiennement dans nos PME et dans les administrations publiques sont inutiles et doivent donc être supprimés.

Une économie suisse prospère a besoin d'un marché intérieur sain, mais aussi d'accès aux marchés étrangers. Ce n'est que grâce au PDC que la **voie bilatérale avec l'UE** a pu être réalisée. Nous

tenons à cette voie; elle a fait ses preuves, mais nous nous assurons aussi de **nouveaux accès aux marchés** par le biais d'accords conclus avec d'autres Etats et dans le cadre de l'OMC et de l'OCDE. Pour le PDC, l'adhésion à l'UE n'est pas à l'ordre du jour.

Nous luttons afin que les contribuables n'aient plus jamais à supporter les échecs d'une grande entreprise mal dirigée. Nous voulons en finir avec les bonus honteusement excessifs de certains acteurs économiques. Le PDC peut et veut résoudre totalement ces problèmes à l'avenir.

La Suisse dispose d'un bon réseau d'infrastructures – du rail, en passant par la route, jusqu'à l'offre de prestations de services. Afin que cela perdure, **nous défendons le service public.** Nous refusons la privatisation des CFF et de La Poste et nous luttons contre l'ouverture précipitée du marché postal. Nous voulons que la Confédération demeure l'actionnaire principal de Swisscom et luttons pour que la Suisse ait accès aux autoroutes de l'information performantes, dont elle a absolument besoin en sa qualité de place de recherche, d'innovation et de formation.

Notre agriculture demeure un pilier important de l'économie de notre pays et la souveraineté alimentaire sera de plus en plus importante à l'avenir. C'est pourquoi nous demandons que le taux d'autoapprovisionnement reste au moins de 60% dans le futur. Le PDC soutient les paiements directs pour l'agriculture.



Notre système de sécurité sociale

s'est développé avec le temps, il est performant et stable. Pour qu'il en soit encore ainsi à l'avenir, le PDC veille à ce que ce système ne se retrouve pas dans une situation financière critique. Aussi, nous demandons une coordination étroite des institutions sociales entre elles, une plus étroite collaboration des cantons et une adaptation généralisée des assurances sociales aux besoins actuels de la société, notamment une flexibilisation vers le bas et vers le haut de l'âge de la retraite.

L'AVS est notre plus importante assurance sociale. Durant la prochaine législature, nous voulons mener à bien la **prochaine révision de l'AVS** afin que vous puissiez compter sur l'AVS à long terme. Nous luttons pour l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et les femmes, créons la possibilité de prendre une retraite anticipée dans les branches particulièrement pénibles physiquement et, de façon générale, cherchons à mettre en place des solutions plus flexibles.

Nous portons une attention toute particulière au 2^{ème} pilier de notre prévoyance-vieillesse. Nous luttons pour que les employés plus âgés ne soient plus défavorisés sur le marché de l'emploi et nous demandons un taux de cotisation linéaire et unique pour tous. A cet effet, nous deman-

Pour notre

sécul **sociale**

dons **d'accroître la transparence au niveau des coûts administratifs et des frais d'investissement de toutes les caisses de pension.**

Nous stoppons l'explosion des coûts dans le domaine de la santé.

La qualité au meilleur prix, tel est l'objectif visé. Ceci étant, l'assurance maladie obligatoire et solidaire demeure toujours le meilleur modèle de financement. Par une transparence accrue, des contrôles plus efficaces, une meilleure coordination entre les prestataires et un plafonnement des dépenses, nous favorisons une saine concurrence dans ce domaine. Pour soulager les familles, nous luttons pour **la gratuité des primes de l'assurance maladie pour les enfants.** Nous voulons ancrer dans la loi les réseaux de soins intégrés et créons cinq régions de soins de santé délimitées de façon judicieuse. Par ailleurs, nous élargissons l'offre de soins palliatifs afin de pouvoir mieux tenir compte de la dignité et de l'état de santé des patients gravement malades.



Pour notre sécurité intérieure

Notre pays est sûr et stable. Pour couvrir les besoins militaires actuels de la Suisse, **une armée ayant un effectif de quelque 80 000 personnes** bien formées et disposant d'un équipement moderne s'avère suffisante. Mais pour cela, il est indispensable que le mandat de l'armée soit clairement défini. Le PDC tient à l'armée de milice. Toutefois, le système de milice doit être adapté à la situation actuelle et le **budget d'environ 4 milliards de francs** doit être respecté. Pour compléter le service militaire obligatoire, nous demandons une obligation générale de servir qui soit axée sur les besoins de l'armée et de la société.

Il existe des régions et des quartiers dans lesquels les habitants ne se sentent plus en sécurité à certains moments de la journée. **Nous ne tolérons pas** la criminalité des jeunes, les rixes lors de manifestations sportives et **la violence au quotidien.** Nous demandons **plus de moyens pour le travail de police** dans les cantons. Concrètement, nous voulons 3000 policiers et 300 gardes-frontière supplémentaires mais aussi un renforcement de la collaboration entre les polices cantonales et le corps des gardes-frontière. Un durcisse-

ment du droit pénal est indispensable par exemple pour pouvoir agir plus rapidement et plus efficacement contre les casseurs. C'est pourquoi le PDC demande d'abolir les peines pécuniaires (jours-amendes) avec sursis et de réintroduire les peines privatives de liberté de courte durée.

Nos jeunes enfants doivent être tout particulièrement protégés. Nous demandons d'établir une **liste noire des délinquants pédophiles**, afin que ceux-ci ne puissent pas exercer une activité professionnelle ou bénévole où ils pourraient être en contact avec des enfants. Nous devons aussi être plus vigilants avec **Internet.** Les contenus des sites Internet peuvent être dangereux, c'est une réalité; nos enfants et nos jeunes ont par conséquent besoin d'un plus grand savoir-faire pour utiliser les nouveaux médias en toute sécurité. **Nous attachons une attention toute particulière à la lutte contre la pornographie infantile ainsi que contre les cyber-délits commerciaux.** Pour ce faire, nous demandons d'augmenter les effectifs du SCOCI (Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet) ainsi que la possibilité de mener des enquêtes sous couvert sur Internet.

La sécurité est aussi une question de cohabitation. Nous accueillons avec respect et courtoisie les personnes qui viennent en Suisse. Nous accordons une protection aux personnes persécutées. Nous demandons que les migrants aient de véritables chances d'intégration, mais exigeons de leur part qu'ils fassent plus d'efforts pour s'intégrer.


Nos lois sont valables pour tous et elles doivent être appliquées à tout le monde. Les étrangers qui ne respectent pas nos lois ne sont, de toute évidence, pas prêts à s'intégrer et doivent, à partir d'une certaine peine, être renvoyés de notre pays.

Pour notre environnement

Notre comportement ambitieux en matière environnementale, par exemple dans nos objectifs de réduction du CO₂, s'est déjà avéré positif. Mais il reste encore beaucoup à faire, car nous souhaitons léguer à la prochaine génération **un environnement et un paysage attrayants, où**

il fait bon vivre. Pour cela, il faut une stratégie globale à long terme. En principe, la Suisse peut être autonome en matière d'approvisionnement énergétique – cela doit être l'objectif visé d'ici 2060 par notre stratégie d'approvisionnement.

Nous voulons **économiser davantage d'énergie**, que ce soit dans le domaine de la construction, du transport de l'électricité ou des moyens de transport. Là où



**Nous encourageons
l'exploitation de
sources d'énergies
renouvelables.**

des solutions techniques existent, par exemple pour réduire les pertes lors du transport de l'électricité, celles-ci doivent être rapidement mises en oeuvre.

Nous demandons un **changement de mentalité dans l'aménagement du territoire et dans la politique de l'habitat** avec pour objectif la réduction des trajets pour se rendre au travail et la préservation du paysage et des espaces de détente. Il y a lieu de densifier les agglomérations et de stopper le mitage de l'espace qui sévit actuellement.



La sécurité de l'approvisionnement doit être assurée par une **production énergétique indigène**. Pour cette raison, la Suisse ne peut pas se passer de l'énergie nucléaire pour le moment. Les centrales nucléaires existantes devraient être remplacées par des installations encore plus sûres et plus performantes (év. plus petites), si une prolongation des centrales existantes n'est plus possible pour des raisons techniques de sécurité. Si d'autres sources de production énergétique non-émettrices de CO₂ sont disponibles en quantité suffisante d'ici la fin de la prochaine génération de centrales nucléaires, la Suisse doit sortir du nucléaire. Parallèlement, nous obligeons les exploitants de centrales atomiques à s'engager fortement pour la **promotion des sources d'énergies renouvelables** (biomasse, géothermie, énergie solaire) et pour l'accroissement de l'efficacité énergétique. Nous encourageons la recherche et le développement dans ce domaine en augmentant les moyens mis à disposition par la Confédération. Nous luttons aussi pour le développement de l'énergie hydraulique et demandons à la Confédération d'élaborer une stratégie globale pour l'approvisionnement énergétique futur. L'objectif est l'indépendance de la Suisse par rapport aux sources d'énergies fossiles.

La **baisse de notre consommation de combustibles fossiles** et – par conséquent – de nos émissions de CO₂ reste une question importante. Dès 2020, la valeur d'émission de CO₂ doit être limitée à 100 g/km pour toutes les voitures neuves importées. De plus, nous voulons réduire de 50% la consommation d'essence au cours de ces 20 prochaines années. Ainsi, en 2030, une voiture sur trois devra répondre aux valeurs d'émission de la classe A en Suisse ou être électrique.



24 février 2008 Init. pop. «Contre le bruit des avions de combat à reacteur dans les zones touristiques» / Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises II // **1 juin 2008** Init. pop. «Pour des naturalisations démocratiques» / Init. pop. «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale» / «Qualité et efficacité économique dans l'assurance-maladie» // **30 novembre 2009** Init. pop. «Pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine» Init. pop. «Pour un âge de l'AVS flexible» Init. pop. «Droit de recours des organisations: Assez d'obstruction» Init. pop. «Pour un politique raisonnable en matière de chanvre» / Loi fédérale sur les stupéfiants // **8 février 2009** Libre circulation Bulgarie et Roumanie // **17 mai 2009** Médecines complémentaires / Passeports biométriques // **27 septembre 2009** Financement additionnel de l'AI / Suppression de l'initiative populaire générale // **29 novembre 2009** Création d'un financement spécial trafic aérien / Interdiction d'exporter du matériel de guerre / Contre la construction de minarets // **7 mars 2010** La recherche sur l'être humain / Init. «L'institution d'un avocat de la protection des animaux / Taux de conversion minimal // **26 septembre 2010** Révision de la loi sur l'assurance-chômage // **28 novembre 2010** Init. pop. sur le renvoi / Contre-projet à l'initiative pop. sur le renvoi / Init. pop. pour des impôts équitables

Entre 2008 et 2010

Les Verts
50%

nous avons gagné

PBD
68%

PS
50%

80%

UDC
56%

**des votations
populaires!**

PVL
68%

PLR
68%

Pour en savoir plus sur nos projets et la manière
dont nous voulons construire notre avenir :

www.pdc.ch